

Appelons un chat, un chat ?

■ Les torrents de boue que charrient les réseaux sociaux témoignent de la désinhibition des propos les plus haineux. La médiatisation de la transgression permet à ceux qui s'identifient à des people de dire tout haut ce qu'ils pensaient tout bas.

Appelons un chat, un chat: cette phrase est devenue le sésame des politiques. Leur langue de bois, parce qu'ils veulent ratisser large sur les terres de leurs adversaires, avait fini par tuer l'information. Ce que le public veut désormais, c'est du vrai, même si ce vrai n'est que la conviction de l'orateur, même si ce vrai n'est qu'un produit éphémère issu de l'émotion. *"Au moins il dit ce qu'il pense, et ose appeler un chat, un chat."* En clair, au moins il ne ment pas comme tous les politiciens et il est honnête. La crise de confiance dans des politiciens, jugés retors, calculateurs, à la pêche constante aux voix, a fait émerger des Coluche, des Beppe Grillo, des clowns mais aussi des populistes moins éphémères et moins comiques. Ces héros d'un jour sont innombrables. Surexposés soudain dans les médias, ils retombent dans l'ombre le lendemain. Mais tous, pour jouir de cette gloire fut-elle fugace, doivent transgresser, faire bouger les lignes. Ils doivent oser, trouver la phrase choc, attaquer l'establishment qui étouffe les petites gens et en même temps, incarner une réussite. Plus la crise est sévère, plus cette attitude de transgression dé-

complexée fera mouche, rencontrera les vieilles rancœurs, sera la revanche des petits.

Lorsque le gouverneur de la province de Flandre occidentale, représentant le pouvoir fédéral belge, déclare le 3 février 2016 qu'*"il ne faut pas nourrir les migrants pour ne pas créer un appel d'air"*, ou que les Danois votent la confiscation des biens personnels des réfugiés *"qui peuvent cependant garder leur alliance"* (sic!) Marine Le Pen doit se sentir battue sur son propre terrain. Les propos racistes et islamophobes de Donald Trump auraient été inaudibles il y a huit ans, lors de l'élection de Barack Obama. Certes, à l'occasion de sa campagne, le Klu Klux Klan s'était déchaîné, et le Tea Party également, mais le phénomène restait marginal: aucun de ses adversaires, pas même Sarah Palin n'a poussé l'attaque xénophobe aussi loin que certains candidats actuels à la présidence des Etats-Unis. La médiatisation de la transgression conforte tous ceux qui s'identifient à des people: ils peuvent désormais dire tout haut ce qu'ils pensaient tout bas. Les torrents de boue que charrient les réseaux sociaux dépourvus de modéra-

teurs, sont là pour témoigner de la désinhibition des propos les plus haineux.

L'inacceptable devenu tolérable

Il y a dix ans, l'escalade par des gamins en guenilles des grillages de Ceuta et Melilla nous causait un malaise. Même réaction face aux migrants de Calais, montant à l'assaut des camions. Devant ces images fortes, certains téléspectateurs sensibles zappaient sur une autre chaîne. Nous avions honte de vivre dans une Europe forteresse. Aujourd'hui, nous avons honte des Danois qui font main basse sur les bijoux des réfugiés, à l'instar des passeurs de Juifs en 1940-1945. Ces transgressions répétées de normes et de valeurs démocratiques, jugées un temps inqualifiables, font bouger les lignes. Mais pas dans le bon sens. Dans le sens d'un inacceptable devenu tolérable, parce qu'il se produit par touches répétées. Pleurerons-nous encore devant la photo d'un deuxième petit Eylan? Rien n'est moins sûr. Car derrière cette image surgirait furtivement l'idée que cet enfant pourrait être le fils du passeur.

VÉRONIQUE DE KEYSER

Professeur de
psychologie (ULg) et
ancienne députée
européenne.

Celui dont la sœur émigrée au Canada aurait, selon la rumeur, tardé à envoyer son chèque à son frère. Ce serait elle la responsable, finalement, pas nous. L'égoïsme se nourrit de tant de ruses! Et ce, après avoir versé des larmes de crocodile sur la dépouille d'un petit garçon, la tête dans l'eau – parce qu'il ressemble tellement à celui que nous avons laissé chez nous, bien au chaud sous son édredon. Que Ceuta et Melilla nous laissent désormais impassibles, que Marine Le Pen ose aller à Lampedusa dire qu'on ne peut pas accepter toute la misère du monde, est un non-événement. Que le ministre belge de l'Intérieur Jan Jambon n'hésite pas, en avril 2016, à lancer à la presse qu'une *"partie significative des musulmans a fêté les attentats terroristes de Bruxelles du 22 mars"*, et cela sans preuve et sans excuse et qu'il n'est pas sommé de présenter sa démission, est monstrueux. Mais c'est dans la ligne directe des propos du gouverneur de la Flandre orientale, puis du comte Lippens, bourgmestre de Knokke: simplement, c'est au niveau le plus haut cette fois que les chiens sont lâchés.

A petits coups répétés, le délitement des solidarités s'installe. Un système effrayant se met en place.

Le danger sournois des lentes dérives

Dans l'évaluation de la sécurité d'un système, il y a des défaillances qu'on peut déceler immédiatement car elles entraînent une brusque dégradation des paramètres clés. Si cela se produit dans une centrale nucléaire, même si un opérateur ne parvient pas à diagnostiquer la cause du problème, il suivra la procédure d'urgence permettant d'éviter la catastrophe. Le vrai danger est plus sournois: ce sont les "drifts", les dérives lentes de certains paramètres, auxquelles on s'habitue, car elles font graduellement partie du paysage.

Elles se creusent et minent le système, comme autant de fissures presque invisibles. Et quand la catastro-

phe survient, il est trop tard pour revenir en arrière. Pour qui a lu "La destruction des Juifs d'Europe" de Raul Hilberg⁽¹⁾, les lentes dérives d'un système politique, passées non pas inaperçues, mais finalement acceptées par la majorité, doivent rappeler quelque chose. Comment construire le mal ordinaire? Celui dont on ne s'offusque surtout pas, puisqu'il est pensé par d'autres? Celui dont on pourra toujours se défaire – ce n'était pas moi, je n'ai fait qu'obéir aux ordres? Et bien, par touches successives. A tous petits pas.

En évitant d'offusquer, en changeant le vocabulaire, en changeant les lois, en déportant les gens ce qui les soustrait au regard. Dans des "trains de vacances" et non dans des convois vers la mort. En dissimulant, en enfermant, en créant une discrimination entre eux et nous. Nous, les authentiques, les seuls ayants droit. Les seuls légitimes. Quand on compare la manière dont les Kosovars ont été accueillis dans nos pays au moment de la guerre de Yougoslavie

qui s'embrasait à nos frontières, il y avait de la crainte, mais beaucoup de compassion.

La guerre avait été odieuse et des rumeurs circulaient sur des col-

liers d'oreilles coupées et de charniers secrets. Aujourd'hui, la détresse des réfugiés est oblitérée par le souvenir des attentats récents commis par Daech: ceux de Paris, mais aussi de Beyrouth, de l'avion russe disparu en plein vol, et de tout autre attentat "imminent et quasi inéluctable" selon les autorités françaises. Ceux de Bruxelles désormais. Contre toute logique, les victimes deviennent les bourreaux potentiels: assimilés à des terroristes, ou s'ils ne le sont pas, au moins à des musulmans et en tout cas à des arabes (autant de crimes passés, présents et à venir) les réfugiés payent pour Daech, pour Bachar Al Assad, et surtout pour leur misère. Car après tout mêmes s'ils ne sont pas des criminels, ils ne sont pas citoyens des Etats membres et ils viennent manger un pain qu'ils n'ont pas gagné. La peur est un scénariste impitoyable.

→ (1) Raoul Hilberg, "La destruction des Juifs d'Europe", Gallimard 1961, Coll. Folio 38/39.